



PRÉFET DU GARD

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer**

Nîmes, le 22 octobre 2018

Service Eau et inondation

Dossier suivi par : Jérôme Gauthier
Téléphone : 04 66 62 66 29
E-mail : jerome.gauthier@gard.gouv.fr

Arrêté n° 30-20181022

**modifiant l'arrêté 30-20181015-002 portant ouverture d'enquête publique préalable à
l'approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)
Camargue gardoise**

**Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

- VU** le code de l'environnement,
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 relative à la consultation du public ;
- VU** l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 30-20180312-002 du 12 mars 2018 portant délégation de signature à M. André Horth, directeur départemental des territoires et de la mer et la décision n° 2018-AH-AG/03 du 31 août 2018 portant subdélégation de signature dudit arrêté ;
- VU** l'arrêté 30-20181015-002 portant ouverture d'enquête publique préalable à l'approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Camargue gardoise

sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Gard :

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'article 5 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Le Centre du Scamandre est désigné comme siège de l'enquête. Le public peut déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête du **13 novembre 2018 à 09h00 au 14 décembre 2018 à 12h00** :

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est enregistré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Une copie du présent arrêté est adressée à :

M. le directeur départemental des territoires et de la mer,
M. le maire des communes d'Aigues-Mortes, d'Almargues, de Beaucaire, de Beauvoisin, de Bellegarde, de Fourques, de Le Cailar, de Le Grau-du-Roi, de Saint-Laurent-d'Aigouze, de Saint-Gilles, et de Vauvert,
M. le commissaire enquêteur,
M. le représentant du maître d'ouvrage.

Copie du présent arrêté est adressée pour information à :

M. le président du tribunal administratif de Nîmes.

Le préfet, pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
l'adjoint au chef du service eau et risques



Jérôme GAUTHIER